

Le point de vue de

ZAKI LAÏDI



**Zaki Laïdi**  
directeur  
de recherche  
au Ceri.

A peine la défaite connue, le verdict tombait. Si la gauche avait perdu l'élection, c'est parce qu'elle n'était pas assez à gauche. Assez curieusement, certains leaders de droite ont cru céder à ce simplisme pour faire croire que la droite devrait elle aussi se durcir si elle voulait gagner. A l'appui de cette thèse, un élément fort, apparemment imparable : la forte hémorragie des classes populaires vers les extrêmes, de droite et de gauche. Pour esquiver la difficulté, certains à gauche parlent du « mieux à gauche ». Mais ces habiletés langagières ne règlent rien. Ni les modernistes, ni les conservateurs de gauche n'ont véritablement réussi à anticiper la défaite. Ce qui souligne à la fois que la classe politique n'est probablement pas à la hauteur des enjeux, mais également que la société devient de moins en moins lisible.

Cette illisibilité s'exprime par la difficulté croissante des politiques à comprendre la société, mais également par la difficulté qu'a celle-ci à se penser comme totalité. La société française n'est fondamentalement pas au clair avec elle-même. Qu'est-ce à dire ? Que ses attentes sont profondément contradictoires car reposant sur une demande explosive d'autonomie croissante et de protection accrue. Que ses attitudes – y compris électorales – sont de moins en moins fondées sur une tradition ou sur des déterminations de nature sociale ou économique. La société française demeure étrangère à elle-même. Il faut avoir à l'esprit ce point essentiel pour éviter de voir en l'idéalisation de la proximité le nouveau refuge du politique.

A partir de là, toute interprétation mécaniste de la défaite de Lionel Jospin paraît contestable. Pourquoi ? Reprenons l'hypothèse d'une dérive néolibérale. Elle se heurte à plusieurs objections. La première tient au fait que le recul de la gauche n'est pas un phénomène purement français. Il touche l'Italie, l'Autriche, le Danemark, le Portugal, auxquels il faudra

# La fable d'une « dérive néolibérale »

ajouter les Pays-Bas et peut-être demain l'Allemagne. Or, à supposer – ce qui est largement infondé – que ces réactions soient liées à des dérives néolibérales, on ne comprendrait pas pourquoi les Européens ne se tourneraient pas vers les forces les plus anticapitalistes et notamment vers l'extrême gauche. Car, en dehors de la France, ce phénomène de transfert n'existe pas. Le fait d'ailleurs que l'hémorragie touche encore plus la droite classique, qui est, en France, une des moins libérales d'Europe, confirme l'inanité de cette thèse. La désaffection pour la gauche en Europe profite à des forces populistes, voire racistes, dont la caractéristique majeure est non pas d'être antilibérale sur le plan économique, mais d'articuler un programme très favorable à l'initiative privée avec un conservatisme identitaire et particulariste de plus en plus fort. Au demeurant, quand on examine le vote d'extrême droite en France en 2002 par rapport à ce qu'il fut en 1995, c'est bien la question identitaire et non pas la question économique qui paraît centrale. Les zones de progression de l'électorat d'extrême droite sont pour l'essentiel des régions rurales où semburbanes comme la Somme, la région Champagne-Ardenne ou l'Yonne. Or, dans ces régions où l'insécurité s'est accrue, on retrouve des préoccupations identitaires liées à la chasse, au plan européen Natura 2000 d'aménagement des zones protégées ou à la réduction des exploitations agricoles.

En réalité, la première modernisation de la gauche consisterait tout d'abord à se départir d'interprétations trop mécanistes du changement social. Quand bien même subirait-elle la pression un peu terrorisante de l'extrême gauche, qui – sans rire – plaide pour une véritable social-démocratie qu'elle oppose au social-libéralisme, la gauche doit comprendre que l'économie ne surdétermine ni le social, ni l'identitaire. C'est, d'une certaine manière, avec cet héritage marxiste qu'il lui faut rompre, même si cela est douloureux. Tout dans sa société n'est pas politique au sens classique du terme et tout n'est pas réductible à une performance économique. Et, si la gauche idéologiquement a su si bien se muer en gauche gestionnaire, c'est parce que cette mutation lui permettait de conserver cette vision classique d'une société qu'on peut bouger

par le haut. C'est pour cela que la gauche moderne ne saurait se confondre naturellement avec la gauche gestionnaire. En effet, face à la question migratoire comme face à l'insécurité qui sont globalement les deux sources du vote d'extrême droite, le déterminisme socio-économique ne tient pas. L'insécurité n'a pas reculé avec la reprise économique et l'intégration n'a pas véritablement mieux fonctionné depuis qu'il y a reprise économique. Tant que l'on vivait dans un contexte de déflation, on pouvait croire à un cercle vertueux. Aujourd'hui, cette naïveté n'est plus permise.

Il y a une deuxième raison qui interdit d'expliquer l'échec de la gauche par une prétendue dérive néolibérale. Elle tient aux faits eux-mêmes. Il est difficile d'affirmer qu'entre 1997 et 2001 la politique économique suivie ait été une politique classiquement néolibérale. Deux mesures importantes comme les 35 heures et les emplois-jeunes, sans parler de la relance par la consommation, étaient des mesures d'inspiration keynésienne. Dans le cadre des contraintes européennes – qui ont été entérinées par le peuple français –, la gauche a plutôt bien exploité ses marges de manœuvre. Celles-ci ont été confortées par des mesures sociales non négligeables comme la CMU, l'APA ou la prime pour l'emploi.

De fait et contrairement à une certaine vulgate de gauche, la France continue à bénéficier d'un système de régulation sociale assez fort qui a permis de stabiliser les inégalités de salaires. La partie classique du dispositif de redistribution fonctionne plutôt bien. Pour quoi assiste-t-on pour autant à une montée de la précarité, au développement des inégalités et à la généralisation d'un sentiment d'insécurité, qu'elle soit personnelle, professionnelle ou alimentaire ? Pour deux raisons, face auxquelles précisément une gauche trop classique ne peut pas répondre.

La première tient au fait que les nouvelles inégalités ne sont plus déterminées par les salaires mais par les conditions d'accès à l'emploi et aux services aux familles. Or, les mauvais fonctionnements du marché du travail comme l'affaiblissement des structures familiales ne peuvent pas être surmontés par des mécanismes classiques de trans-

fert de ressources. Il ne s'agit pas de combattre la redistribution active par l'impôt, mais de dire que les mécanismes classiques de redistribution ont épuisé leur efficacité de la même manière que la propriété publique sur les biens et les services a perdu son sens. Une gauche modernisée n'a pas d'autre choix que de dire que les mécanismes de redistribution ne suffisent plus à combattre les inégalités et que, de surcroît, les formes d'inégalité ne sont pas toutes sociales. Elle devra également dire que les privatisations ne sont pas un mal nécessaire ou honteux mais un choix politique dont les bénéfices sociaux peuvent être réels. Si le gouvernement Jospin avait par exemple construit tout un discours sur le thème « les privatisations alimentent les retraits de demain », il aurait asséché ce débat surréaliste sur les privatisations tout en ouvrant intelligemment celui sur les retraites.

Mais, au-delà, il faut essayer de réflé-

## Les raisons de l'échec de Jospin.

chir aux angles morts qui ont en partie causé la perte de Lionel Jospin : l'insécurité et l'intégration. Par rapport à l'insécurité, par exemple, la rupture fondamentale doit porter non pas sur la conversion au tout répressif – qui ne mènera à rien – mais sur la reconnaissance essentielle du principe de responsabilité individuelle. Tant que ce principe de toute société libérale ne sera pas martelé, le problème ne sera pas résolu. La montée de l'extrême droite en France tient pour une bonne part à l'absence de culture libérale. L'identification idéologique du libéralisme au néolibéralisme économique inhibe encore la gauche. Or le refus d'assumer explicitement cette dimension du libéralisme débouche sur la situation suivante : l'occultation de la responsabilité individuelle entraîne une attraction forte pour le bonapartisme. Certains font remarquer que la question de l'insécurité n'est pas une question d'idéologie. Ils n'ont pas tort. Mais, en même temps, il est plus que jamais indispensable de définir une politique sur des principes clairs et admis de tous. Car insister sur la responsabilité de chacun évitera d'identifier la sanction à la répression.

Sur la question de l'intégration et de l'immigration, il faudra là encore produire un discours clair qui n'occultera pas les vrais problèmes. Et, pour cela, il faut avoir un discours sur l'identité qui ne saurait être un discours classique-ment politique. C'est en cela d'ailleurs que la référence magique au blairisme paraît très insuffisante. Non pas parce que le blairisme ne pose pas certaines bonnes questions, mais tout simplement parce que la France et la Grande-Bretagne ont des histoires différentes.

En France, la crise identitaire se traduit par un décalage croissant entre une république qui, officiellement, ne reconnaît pas les particularismes et des vécus sociaux qui l'expriment de plus en plus. Ce décalage est accentué par la faiblesse relative des identités régionales et plus généralement par la faiblesse des médiations. Il convient donc de récusar plus que jamais l'ethnisation de la société française et de rejeter toute idée de multiculturalisme tout en

établissant des formes transitionnelles et tempérées de discrimination positive. Mais, parallèlement à cela, il faut clairement dire, même si l'on est de gauche, que toute intégration passe aussi par certaines formes de renoncement à une identité d'origine. Or il faut admettre qu'il existe en France et en Europe des petites minorités actives qui exigent une reconnaissance de leur particularisme sur la base de principes qu'elles auraient elles-mêmes définis. Ceci est inacceptable même si l'intégrisme républicain n'est pas de saison. De ce point de vue le phénomène Fortym, si odieux soit-il, traduit un malaise que l'on ne pourra pas combattre par de simples mobilisations antifascistes. Là encore, l'effort politique de la gauche sera nécessairement douloureux. Mais, si l'on veut que le « molletisme » n'étende davantage ses ravages, un aggiornamento sera de plus en plus indispensable. En réalité, le travail de refondation qui attend la gauche est colossal. Car derrière chaque enjeu se cachent des remises en cause profondes, qui sont d'ailleurs autant culturelles qu'idéologiques. Le « rapport au marché » qui fait débat encore à gauche n'est qu'un dimension du défi qui se présente à elle. C'est pourquoi l'explication de son échec par une prétendue dérive néolibérale paraît terriblement pauvre.